Epstein Files : un diplomate français exfiltré après une alerte du FBI pour pédopornographie, sans suites en France

10/02/2026 à 22h25



> *Extraits de "La face cachée du Quai d'Orsay: Enquête sur un ministère à la dérive", un livre de Vincent Jauvert (2016) pic.twitter.com/sZ5HtfDFtL*
>
> *— Pierre Sautarel (@FrDesouche) February 10, 2026*

> *pic.twitter.com/pbQ8I7N3oG*
>
> *— Pierre Sautarel (@FrDesouche) February 10, 2026*

> *#epsteinfiles pic.twitter.com/6VSnMyy96I*
>
> *— Pierre Sautarel (@FrDesouche) February 10, 2026*

Des documents issus des « Epstein Files », récemment divulgués par le ministère de la justice des États-Unis, révèlent la proximité étroite entre Jeffrey Epstein et un diplomate français, visé en 2013 par une enquête du FBI pour des soupçons de consultations de sites pédopornographiques alors qu'il était en poste au siège de l'ONU à New York. Ces éléments relancent une affaire restée jusque-là sans suites judiciaires connues en France.

Selon le livre *La Face cachée du Quai d'Orsay* du journaliste Vincent Jauvert, confirmé par plusieurs sources internes à l'ONU et au ministère français des affaires étrangères, l'organisation internationale avait été alertée par le FBI et avait ouvert une enquête interne. Avant son terme, le diplomate concerné, Fabrice Aidan, quitte précipitamment son poste et est rapatrié en France. L'ONU confirme qu'une procédure disciplinaire était en cours au moment de sa démission, en avril 2013.

À l'époque représentant permanent de la France à l'ONU, Gérard Araud affirme avoir eu connaissance du rapport du FBI et avoir demandé à Fabrice Aidan de quitter immédiatement ses fonctions, évoquant des soupçons de consultations de contenus pédopornographiques, sans passage à l'acte établi. Aucune charge n'ayant été retenue par la justice américaine, le Quai d'Orsay indique qu'aucune sanction disciplinaire n'a été prise en France.

Les courriels échangés entre Fabrice Aidan et Jeffrey Epstein montrent par ailleurs une relation suivie et des services rendus au financier, incluant la transmission de documents de l'ONU, l'organisation de rencontres avec des responsables politiques et économiques, ou encore des démarches logistiques et financières impliquant un diplomate norvégien, Terje Roed-Larsen. Face à ces révélations, le ministère des affaires étrangères affirme ne pas exclure de saisir la justice française. La police norvégienne a, de son côté, ouvert une enquête pour corruption aggravée visant Terje Roed-Larsen et

sa compagne.

Mediapart